

05/07/2011 À 13H17

L'UMP relance le débat sur la suppression des 35 heures

Lors d'une convention du parti sur la refondation sociale, Copé et Novelli vont plaider pour la suppression de la loi, en cas de réélection de Nicolas Sarkozy en 2012. Une proposition déjà rejetée par l'Elysée et le ministre du Travail.



Le chef de l'UMP Jean-François Copé le 30 mars (© AFP Bertrand Langlois)

Durée du travail, nouveau round à l'UMP. [Voilà six mois](#), dans la foulée d'une sortie remarquée du socialiste Manuel Valls sur les 35 heures, Jean-François Copé sautait sur l'occasion pour relancer le débat sur la fin de la loi. Sujet enterré par l'Elysée et le gouvernement avec, notamment, l'opposition du ministre du Travail et meilleur ennemi de Copé, Xavier Bertrand. Ce mardi, le parti présidentiel relance la question lors d'une de ses conventions sur la «démocratie sociale».

Le secrétaire général adjoint de l'UMP, le libéral Hervé Novelli, interviendra notamment pour plaider, en cas de réélection de Nicolas Sarkozy en 2012, pour la suppression des 35 heures et la renégociation, par les entreprises, de la durée du travail. *«Nous allons proposer notre scénario: les entreprises auront trois ans à compter de 2012 (...) pour négocier la durée du travail qui leur conviendra»*, expliquait-il samedi, dans [un entretien au Parisien](#). L'idée, fait miroiter Novelli, est de laisser *«la main aux partenaires sociaux»*, notamment sur la question de la durée du travail, *«à l'image de l'Allemagne, où la durée légale est négociée et fixée entreprise par entreprise ou par branches»*.

«Pas aussi impopulaire que cela»

Comme en janvier dernier, le tandem Copé-Novelli [proposera aussi d'en finir](#), à terme, avec la défiscalisation des heures supplémentaires, mesure clé de la loi Tépà (Travail, emploi, pouvoir d'achat) de l'été 2007.

Juste après la déclaration de [candidature de Martine Aubry](#), mère des 35 heures, l'UMP affûte donc de nouveaux arguments. Pour satisfaire aux contraintes de la lutte contre les déficits, Jean-François Copé a cette fois rappelé que les 35 heures coûtaient quelque 12 milliards d'euros par an. *«On ne tiendra pas le coup»*, met-il en garde. Et pour éviter que la fin de exonérations ne

renchérisse le coût du travail, il a insisté sur la nécessité d'ouvrir «*le chantier du financement de la protection sociale*» en transférant la charge de la fin des 35 heures sur la TVA ou la CSG, dicit Hervé Novelli.

Malgré ces précautions, l'Élysée leur a opposé la même fin de non-recevoir. «*Il n'est pas question de supprimer les 35 heures, nous voulons plus de pouvoir d'achat pour les Français*», répète-t-on dans l'entourage présidentiel. «*L'UMP peut dire ce qu'elle veut, si le président décide d'être candidat, c'est lui, et lui seul, qui décidera de son programme*». Point.

Et Xavier Bertrand a confirmé, ce matin [sur Europe 1](#), qu'il ne toucherait pas aux 35 heures hebdomadaires de travail qui sont devenues un «*repère*». Et ce tout en se revendiquant en «*farouche adversaire*» de la mesure portée, en 2000, par Martine Aubry, qui a, selon le ministre du Travail, «*failli mettre l'économie française par terre*».

Le patron (UMP) des Hauts-de-Seine, Partick Devedjian, avait d'ailleurs déconseillé d'attaquer la candidate socialiste à la primaire sur ce thème: «*L'affaire des 35 heures, oui c'est vrai, cela a coûté très cher économiquement à la France. En même temps, cela n'est pas aussi impopulaire que cela auprès des gens.*»

(Source AFP)